



**INVESTIR
EN PRIVATE EQUITY**

SOMMAIRE

I – RAPPORT SEMESTRIEL D’ACTIVITE AU 30 JUIN 2019

II – COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2019

III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L’INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2019

I – RAPPORT SEMESTRIEL D’ACTIVITE AU 30 JUIN 2019

Les informations chiffrées ont été établies par le Gérant, présentées au Conseil de Surveillance de l’IDI du 18 septembre 2019 et revues par les Commissaires aux comptes.

1. Activité et performances du premier semestre 2019

1.1 Performances

L’ANR par action de l’IDI progresse de 3,02% au cours du premier semestre 2019 et s’élève à 61,78⁽¹⁾ euros au 30 juin 2019. Cet ANR se compare à celui de fin décembre 2018 qui s’établissait à 61,87 euros après retraitement du dividende de 1,90 euros par action⁽²⁾. Cette progression résulte d’un accroissement de valeur des participations du portefeuille de private equity Europe et de celui des actifs liquides, dans une moindre mesure.

L’IDI a ainsi fait bénéficier ses actionnaires d’un rendement annuel, dividendes réinvestis, de 16,11% depuis son introduction en bourse en 1991, soit un multiple de 66 en 28 ans.

(1) L’ANR par action tient compte de la dilution potentielle liée au plan d’actions gratuites du 30 décembre 2016

(2) Dividende décidé par l’Assemblée Générale du 26 juin 2019

1.2 Investissements et cessions réalisés au cours du premier semestre 2019

Depuis le 1^{er} janvier 2019, l’IDI et ses participations ont eu une forte activité d’investissement en private equity Europe.

En particulier :

- Le Groupe IDI a pris une participation minoritaire dans Group Label, acteur du e-commerce exploitant notamment le réseau MisterMenuiserie.com avec un investissement en fonds propres de 12 millions d’euros ;
- Le Groupe IDI a investi dans le secteur du bien-être en prenant une participation majoritaire au sein de Formalian, holding qui détient l’Institut de Formation à la Sophrologie, et ce, aux côtés de l’équipe de fondateurs Catherine et Sébastien Aliotta et des actuels dirigeants ;
- Le Groupe IDI, PECHÉL et les dirigeants de la société The Dubbing Brothers Company ont contribué au financement de l’acquisition de Film & Fernseh Synchron (FFS), un des leaders allemands du doublage de films et séries TV, qui constitue une croissance externe stratégique majeure pour le groupe Dubbing Brothers, lui permettant de conforter sa position de leader européen du doublage.
- Le Groupe IDI, Raise Investissement, les autres investisseurs financiers et les dirigeants d’Ateliers de France (anciennement nommé Groupe Mériguet) ont participé au financement de l’acquisition par Ateliers de France du spécialiste autrichien et leader européen de l’agencement de yachts Sinnex.
- Le Groupe ORCA, soutenu par le Groupe IDI, a procédé à une quadruple acquisition, créant ainsi une troisième branche dédiée aux tissus carbone et aux matériaux composites

techniques en réunissant des partenaires historiques (G.Angeloni, ITT, Dyanotex, Impregnatex) en une entité unique et intégrée.

1.3 Principaux événements intervenus depuis le 30 juin 2019 et perspectives 2019

Depuis le 1^{er} juillet 2019 le Groupe IDI, a investi en fonds propres dans Freeland Group et Invisia, leaders des services aux indépendants pour devenir son actionnaire majoritaire.

Informations financières

Les capitaux propres consolidés de l'IDI s'établissent au 30 juin 2019 à 481 133 milliers d'euros.

Récapitulatif des principaux indicateurs

Résultats consolidés (en M€)	30/06/2019	30/06/2018
Résultat des activités d'investissement	23,1	35,6
Autres produits et charges opérationnels	-5,6	-6,9
Résultat financier	-1,4	-0,7
Impôts	-1,2	5,9
Résultat net part du Groupe	14,9	33,8
Bilan (en M€)	30/06/2019	31/12/2018
Fonds propres consolidés (part du Groupe)	481,1	480,0
Trésorerie et actifs liquides (nets de dettes) ⁽¹⁾	184,6	214,1
ANR (en M€) et ANR par action (en €)	30/06/2019	31/12/2018
ANR (M€)	479,8	478,7
ANR par action (en €) ⁽²⁾	61,78	61,87 ⁽³⁾

⁽¹⁾ Inclut la trésorerie des filiales non consolidées de l'IDI,

⁽²⁾ Des commanditaires, et dilué du plan d'actions gratuites

⁽³⁾ 59,97 euros après prise en compte du dividende de 1,90 euros décidé par l'assemblée générale du 26 juin 2019.

Transactions avec les parties liées

Au cours du 1^{er} semestre 2019, il n'y a pas eu de transactions entre parties liées ayant un impact significatif sur les états financiers semestriels.

2. Principaux risques

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être confronté sont détaillés dans la section « Facteurs de risques » du document de référence 2018 déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2019 sous le numéro D.19-0422. Ce document est accessible sur le site de la Société : www.idi.fr. Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces risques au cours du premier semestre 2019.

3. Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Paris, le 18 septembre 2019

Christian LANGLOIS-MEURINNE
Président d'Ancelle et Associés,
Gérant de l'IDI

II – COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2019

Bilan consolidé

ACTIF	Note	30/06/2019	31/12/2018
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		604	590
Immobilisations corporelles (contrats de location - IFRS16)	3.1	2 572	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.2	571 537	597 720
Autres actifs non courants	3.4	4 879	4 787
Actifs non courants		579 592	603 097
Créances courantes	3.4	4 226	5 681
Valeurs mobilières de placement		25 355	25 257
Disponibilités		44 160	85 191
Actifs courants		73 741	116 129
Total actif		653 333	719 226
PASSIF		30/06/2019	31/12/2018
Capital social		51 273	51 273
Primes		93 905	107 626
Réserves		321 082	252 998
Résultat de l'exercice		14 865	68 115
Capitaux propres part groupe		481 125	480 012
Intérêts minoritaires		8	8
Capitaux propres consolidés		481 133	480 020
Provisions pour risques et charges	3.3	5 715	4 622
Dette financière non courante	3.5	93 873	180 175
Autres passifs non courants	3.5	3 944	2 862
Passifs non courants		103 532	187 659
Dette financière courante	3.5	45 514	45 073
Dettes d'exploitation et autres passifs courants	3.5	23 154	6 474
Passifs courants		68 668	51 547
Total passif		653 333	719 226

Compte de résultat consolidé

	Note	30/06/2019	30/06/2018
Variations de juste valeur		22 148	31 304
Plus-values (moins-values) sur cessions de la période		357	193
Dividendes		505	3 687
Intérêts		79	411
Résultat des activités d'investissement	4.1	23 089	35 595
Autres produits		130	152
Charges de personnel		-1 810	-2 426
Impôts et taxes		-140	-244
Achats et charges externes		-1 134	-1 173
Autres charges		-2 479	-2 366
Dotations aux amortissements et provisions		-213	-13
Dotations aux provisions pour risques et charges		0	-920
Autres produits et charges de l'activité ordinaire		-5 646	-6 990
Autres produits et charges opérationnels		0	0
Résultat opérationnel		17 443	28 605
Produits de trésorerie (Charges de financement)		-1 439	-762
Différences de change		22	122
Résultat avant impôt		16 026	27 965
Part groupe		16 026	27 965
Part minoritaire		0	0
Impôt courant et différé	4.2	- 1 161	5 854
Résultat net		14 865	33 819
Part groupe		14 865	33 819
Part minoritaire		0	0
Résultat net de base par action part du groupe		2,07	4,70
Résultat net dilué par action part du groupe		2,05	4,70
Résultat global		14 865	33 819
Part groupe		14 865	33 819
Part minoritaire		0	0
Résultat global de base par action part du groupe		2,07	4,70
Résultat global dilué par action part du groupe		2,05	4,70

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

	2019			2018		
<i>En milliers d'euros</i>	Montants bruts	Effet impôt	Montants nets	Montants bruts	Effet impôt	Montants nets
Éléments recyclables en résultat	0	0	0	0	0	0
Réserves de conversion	0	0	0	0	0	0
Gains et pertes sur dérivés qualifiés de couverture	0	0	0	0	0	0
Reprise en compte de résultat des résultats antérieurement constatés en capitaux propres	0	0	0	0	0	0
Éléments non recyclables en résultat	0	0	0	0	0	0
Gains et pertes actuariels	0	0	0	0	0	0
Gains et pertes sur actifs financiers par autres éléments du résultat global	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0
Produits et charges directement enregistrés dans les capitaux propres (A)	0	0	0	0	0	0
Résultat de la période (B)			14 865			68 115
Total des produits et charges reconnus pour la période (A) + (B)			14 865			68 115

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	Note	30/06/2019	30/06/2018
Résultat net		14 865	33 819
Dotations aux amortissements et provisions		213	933
Variation de valeur	4.1	-22 148	-31 304
Plus-values (Moins-values)	4.1	-357	-193
Dividendes	4.1	-505	-3 687
Produits d'intérêts	4.1	-79	-411
Produits (charges) de trésorerie		1 439	762
Impôt	2.9	1 165	-5 854
Var. BFR		18 052	46 211
Impôt - Intégration fiscale		0	0
Flux d'exploitation		12 645	40 276
Cessions et remboursements		22 287	7 197
Acquisitions (actifs financiers)		-40 609	-106 948
Acquisitions (immobilisations corporelles et incorporelles)		-19	-2
Dividendes	4.1	505	2 473
Intérêts		0	64
Flux d'investissement		-17 836	-96 766
Revenus (charges) liés à la trésorerie (au financement)		-1 439	-762
Dividendes versés		-13 721	-45 830
Auto contrôle		-30	41
Mouvement net dette financière		-196	-10 000
Comptes courants d'associés		-20 356	143 393
Flux de financement		-35 742	86 842
Total des flux de la période		-40 933	30 352
Trésorerie et équivalent de trésorerie - Ouverture	5.2	110 448	20 073
Trésorerie et équivalent de trésorerie - Clôture	5.2	69 515	50 425

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves	Résultat	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2017	51 273	131 427	130 475	143 402	457 577	8	456 585
Résultat de la période				68 115	68 115		68 115
Distribution de dividendes							
commanditaires			-17 621		-17 621		-17 621
commandités			-4 306		-4 306		-4 306
Distribution de réserves		-23 801	77		-23 824		-23 724
Mise en réserves			143 402	143 402	0		0
Augmentation / réduction de capital					0		0
Autres variations			1 195		1 195		1 195
Variation autocontrôle			-224		-224		-224
Capitaux propres au 31 décembre 2018	51 273	107 626	252 998	68 115	480 012	8	480 020
Résultat de la période				14 865	14 865		14 865
Distribution de dividendes							
commanditaires		-13 721			-13 721		-13 721
commandités							
Distribution de réserves							0
Mise en réserves			68 115	- 68 115	0		0
Augmentation / réduction de capital					0		0
Variation autocontrôle			-30		-30		-30
Capitaux propres au 30 juin 2019	51 273	93 905	321 082	14 865	481 125	8	481 133

Annexe aux états financiers consolidés au 30 juin 2019

Note 1 : PRINCIPES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION

L'IDI a pour métier la prise de participations dans les entreprises à tous les stades de leur vie (création, développement, transmission). Son activité s'exerce soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés de gestion de portefeuille.

L'IDI applique la norme IFRS 10, qui prévoit qu'une société, dès lors qu'elle répond à la définition d'entité d'investissement, ne consolide pas ses filiales, à l'exception des filiales fournissant des services liés aux activités d'investissement.

Au 30 juin 2019 comme au 31 décembre 2018, seules les filiales IDI Services et GIE Matignon qui fournissent des services liés aux activités d'investissement de l'IDI, font l'objet d'une consolidation par intégration globale dans les comptes consolidés.

Sociétés intégrées globalement	Pays	Pourcentage d'intérêt au 30/06/2019	Pourcentage d'intérêt au 31/12/2018
IDI	France	Mère	Mère
. GIE MATIGNON 18	France	90,0	90,0
. IDI SERVICES	France	100,0	100,0

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Ces comptes consolidés ont été établis par le Gérant, présentés au Conseil de Surveillance du 18 septembre 2019.

Note 2 : PRINCIPES

2.1. Evolution du référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe IDI au 30 juin 2019 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34, Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe IDI établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

A l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, les principes comptables retenus sont les mêmes que ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, correspondant au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne, qui est disponible sur le site internet de la Commission Européenne : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en#ifrs-endorsement-process.

A l'exception de la norme IFRS 16 Contrats de location, ces nouvelles normes et interprétations n'ont pas eu d'impact significatif sur le semestre.

Application de la norme IFRS 16

Le Groupe a adopté la norme à compter du 1er janvier 2019 sans retraitement des montants comparatifs pour l'exercice 2018, comme le permet la méthode rétrospective simplifiée. Par ailleurs, le Groupe applique les exceptions prévues pour les contrats de location court terme et ceux relatifs à des actifs de faible valeur.

La majorité des contrats de location conclus par le Groupe sont des contrats de location simple dans lesquels le Groupe est preneur. Les biens loués sont principalement des actifs immobiliers.

Les hypothèses clés que le Groupe a utilisées pour la mise en œuvre de la norme sont les suivantes :

- Durées : pour chaque contrat, le Groupe a recherché, au sein de la période exécutoire, quelles étaient les options de renouvellement et les options de résiliation anticipées et il a déterminé la date raisonnablement certaine de fin de contrat en prenant en compte tous les faits et circonstances pertinents.
- Taux d'actualisation : le Groupe a défini les taux d'actualisation reflétant le risque de crédit propre à chaque filiale. Dans le cadre de la transition, le taux d'actualisation utilisé pour les contrats retraités est le taux applicable à la durée résiduelle du contrat de location. Ce taux s'élève à 1,9%.

L'impact de l'application au 1er janvier 2019 de cette norme se traduit par une augmentation de l'endettement du Groupe de 2,8 millions d'euros et une augmentation de 2,8 millions d'euros des immobilisations corporelles.

L'application de la norme IFRS 16 n'a pas d'impact significatif sur le compte de résultat par rapport au premier semestre 2018.

Il n'existe pas d'écart significatif entre les engagements de locations simples au 31 décembre 2018 et la dette de location comptabilisée à la date de première application d'IFRS 16.

2.2. Immobilisations corporelles et contrats de location

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de la durée d'utilisation estimée. Les durées retenues sont les suivantes :

agencements, aménagements, installations : 10 ans ;
mobilier et autres immobilisations corporelles : 3 à 5 ans.

Les contrats de location - IFRS 16 :

le droit d'utilisation sur l'actif loué est comptabilisé à l'actif dans les immobilisations corporelles et amorti sur la durée du contrat, en contrepartie d'une dette financière courante et non courante, actualisée, au passif et remboursée sur la même durée.

2.3. Instruments financiers à la juste valeur par le résultat

Classification

Le reclassement des actifs financiers dans les catégories d'IFRS 9 n'a eu, aucune incidence sur leurs bases d'évaluation respectives.

L'IDI classe l'ensemble des instruments de capitaux propres financiers acquis ou souscrits dans le cadre de son activité de capital-investissement ainsi que les placements de trésorerie ne répondant pas à la définition d'équivalent de trésorerie selon IAS 7, en instruments financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le résultat.

Il s'agit d'actifs dont la gestion et le suivi de l'évaluation de la performance se font à la juste valeur en adéquation avec l'activité de capital-investissement de l'IDI.

Conformément à IFRS 7, au sein de cette catégorie l'IDI regroupe ses instruments financiers par classes d'instruments similaires :

Private equity Europe

Cette classe englobe essentiellement les investissements en fonds propres dans des sociétés françaises et européennes.

Private equity Pays émergents

Cette classe englobe les investissements en fonds propres dans des sociétés des pays émergents notamment au travers de la société IDI Emerging Markets.

Actifs liquides

Cette classe englobe les placements financiers liquides qui ne répondent pas à la définition d'équivalent de trésorerie selon IAS 7. Elle regroupe essentiellement des placements en actions et obligations cotées détenues en direct ou au travers de fonds.

Valorisation

Les instruments financiers à la juste valeur par le résultat sont comptabilisés initialement à leur juste valeur. Les coûts de transactions sont enregistrés en résultat. À chaque arrêté, les instruments financiers à la juste valeur par le résultat font l'objet d'une analyse ligne à ligne afin de déterminer leur juste valeur à cette date. La variation de valeur est portée au compte de résultat conformément à IFRS 9.

La juste valeur représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

a. Titres non cotés

Dans les 12 mois suivant l'acquisition, la valeur retenue correspond généralement au prix d'achat sauf évènement significatif;

Après 12 mois de détention, une analyse « multicritères » (comparables cotés, transactions comparables, multiple d'entrée, opérations significatives sur le capital) est conduite. Pour la détermination de la juste valeur, IDI tient compte, le cas échéant de la plus ou moins grande liquidité de la participation détenue.

b. Titres cotés

Les titres cotés sont valorisés au dernier cours de Bourse de la période.

c. Parts de fonds d'investissement

Les parts de fonds d'investissement sont valorisées sur la base du dernier Actif Net Réévalué par part communiqué par le gestionnaire du fonds. Le cas échéant, une décote est appliquée pour tenir compte de l'illiquidité ou de restrictions de négociabilité.

2.4 Créances

Les créances sont enregistrées initialement à leur juste valeur, puis évaluées au coût amorti diminué le cas échéant des provisions pour dépréciations.

Les créances sont ventilées au bilan en :

créances non courantes pour la part exigible à plus d'un an ;

créances courantes pour la part remboursable à moins d'un an.

2.5 Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités et les dépôts bancaires à vue. Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme liquides facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les découverts bancaires figurent en passifs courants dans les dettes financières.

2.6 Capitaux propres

Les paiements fondés sur des actions comprennent un plan d'attribution d'actions gratuites au profit de certains salariés.

Conformément à la norme IFRS 2 « Traitement et acquisition des droits », leur évaluation est effectuée annuellement selon les critères suivants :

Plan du 30 décembre 2016 (avec conditions de co-investissement et de performance)

Paramètres :

cours de clôture au jour de l'attribution : 26,00 euros,

taux de distribution estimé : 5 %,

marge de prêt emprunt du titre IDI : en l'absence de marché le taux retenu est de 5 %,

dernier ANR estimé : 62,45 euros par action ;

Sur la base d'un historique remontant à 2000 sans retraitement des dividendes

tendance de l'ANR : 4,27 %,

volatilité de l'ANR : 15,65 % ;

Estimation :

valeur de l'instrument : 16,92 euros,

nombre d'actions effectivement co-investies : 28 675,

espérance du multiplicateur : 2,652,

nombre d'actions acquises : 76 047,

La charge liée à ce plan de 1 195 milliers d'euros est inscrite en capitaux propres.

2.7 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées :

lorsque le Groupe a une obligation actuelle résultant d'un événement passé ;

s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;

si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Figurent au passif du bilan des provisions destinées à couvrir des risques identifiés, appréciés au cas par cas, liés aux activités des sociétés consolidées.

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent essentiellement les indemnités de fin de carrière.

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », leur évaluation est effectuée annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées et en appliquant un prorata à l'ancienneté.

Le taux d'actualisation utilisé à la date de clôture correspond au taux de rendement des obligations privées européennes de première catégorie dont les échéances sont approximativement égales à celles des obligations du Groupe.

Les écarts actuariels issus des évaluations sont comptabilisés immédiatement en résultat de la période.

La provision pour indemnités de départ en retraite a été calculée sur la base des hypothèses suivantes :

ratio de stabilité : 100 % ;

taux d'augmentation des salaires : 2 % ;

taux d'actualisation : 1,57 % ;

âge de départ à la retraite : 70 ans.

2.8 Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à la juste valeur d'origine, diminuée des coûts de transaction qui leur sont directement attribuables.

À chaque clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont ventilés au bilan en :

dettes financières non courantes pour la part exigible à plus d'un an ;

dettes financières courantes pour la part remboursable à moins d'un an.

2.9 Dettes d'exploitation et autres passifs

Les dettes d'exploitation et autres passifs sont enregistrés initialement à leur juste valeur puis évaluées au coût amorti.

Les dettes d'exploitation et autres passifs sont ventilés au bilan en :

passifs non courants pour la part exigible à plus d'un an ;

passifs courants pour la part remboursable à moins d'un an.

Les dettes sur immobilisations sont classées en autres passifs et correspondent aux engagements du Groupe à répondre à des appels de capital sur des souscriptions non appelées à la date de clôture.

2.10 Résultat des activités d'investissement

L'ensemble des plus et moins-values en capital réalisées ou latentes ainsi que les revenus d'investissement du portefeuille d'investissement de l'IDI sont présentés dans le résultat opérationnel sous la dénomination de résultat des activités d'investissement.

Plus-values (moins-values) sur actifs financiers à la juste valeur par le résultat

Les plus ou moins-values réalisées à l'occasion de la cession d'actifs financiers à la juste valeur par le résultat sont enregistrées dans le résultat des activités d'investissement. Cet élément correspond à la différence de valeur entre le prix de cession de l'actif et sa juste valeur dans les comptes à l'ouverture de la période.

Variation de juste valeur

Les variations de valeur latentes des actifs financiers à la juste valeur par le résultat sont enregistrées dans le résultat des activités d'investissement. Cet élément correspond à la différence de valeur entre la juste valeur de l'actif dans les comptes à la clôture de la période et sa juste valeur à l'ouverture.

Dividendes

Les dividendes issus des actifs financiers à la juste valeur par le résultat sont enregistrés dans le résultat des activités d'investissement. Ils sont reconnus en résultat lorsque le droit d'obtenir le paiement est acquis.

Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts issus des actifs financiers à la juste valeur par le résultat sont enregistrés dans le résultat des activités d'investissement. Ils sont reconnus en résultat sur la base du taux d'intérêt effectif sauf lorsqu'il est incertain que les intérêts seront reçus.

2.11 Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat comprend l'impôt à payer au titre de la période et l'impôt différé.

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en application de la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité et qu'ils ont des échéances de reversement identiques.

2.12 Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS 33 « Résultat par action ». Le résultat net par action dilué est calculé en ajustant le résultat net part du Groupe et le nombre d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options ou d'attribution d'actions gratuites ouverts à la date de clôture.

2.13 Actions propres

Les titres en autocontrôle quelle que soit leur destination sont éliminés lors de la consolidation par les capitaux propres.

Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du Groupe.

Note 3 : INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1. Immobilisations corporelles (contrats de location- IFRS 16)

Le Groupe applique pour la première fois la norme IFRS 16 relative aux contrats de location et obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019.

3.2. Variations des immobilisations financières

	Total	PE Europe	PE Emergents	Actifs liquides	Autres
Valeur nette fin 2017	486 528	404 918	59 779	20 298	1 533
Acquisitions	159 427	13 912	833	144 682	0
Cessions et remboursements	-118 362	-55 971	-7 490	-54 591	-310
Autres variations	0	0	0	0	0
Variation des intérêts	-63	-114	51		
Variation de valeurs	70 190	73 543	1 340	-4 926	233
Valeur nette fin 2018	597 720	436 288	54 514	105 463	1 456
Acquisitions	40 609	14 148	116	26 345	0
Cessions et remboursements	-22 022	-1 645	-141	-20 205	-31
Autres variations (TUP annulation actions ADFI5)	-158 813	-158 813			
Apport du portefeuille titres ADFI5	91 855	91 855			
Reclassement				-4 151	4 151
Variation des intérêts	39	6	33		
Variation de valeurs	22 148	12 856	-268	9 438	122
Valeur nette 30/06/2019	571 536	394 695	54 254	116 890	5 698

En Europe, le Groupe IDI a pris une participation minoritaire dans Group Label, acteur du e-commerce exploitant notamment le réseau MisterMenuiserie.com avec un investissement en fonds propres de 12 millions d'euros ;

Le Groupe IDI, PECHHEL et les dirigeants de la société The Dubbing Brothers Company ont contribué au financement de l'acquisition de Film & Fernseh Synchron (FFS), un des leaders allemands du doublage de films et séries TV, qui constitue une croissance externe stratégique majeure pour le groupe Dubbing Brothers, lui permettant de conforter sa position de leader européen du doublage.

Le Groupe IDI a investi dans le secteur du bien-être en prenant une participation majoritaire au sein de Formalian, holding qui détient l'Institut de Formation à la Sophrologie, et ce, aux côtés de l'équipe de fondateurs Catherine et Sébastien Aliotta et des actuels dirigeants.

Le Groupe IDI, Raise Investissement, les autres investisseurs financiers et les dirigeants d'Ateliers de France (anciennement nommé Groupe Mériquet) ont participé au financement de l'acquisition par Ateliers de France du spécialiste autrichien et leader européen de l'agencement de yachts Sinnex.

Le Groupe ORCA, soutenu par le Groupe IDI, a procédé a une quadruple acquisition, créant ainsi une troisième branche dédiée aux tissus carbone et aux matériaux composites techniques en réunissant des partenaires historiques (G.Angeloni , ITT, Dyanotex, Impregnatex) en une entité unique et intégrée.

La holding ADFI5, qui portait principalement les participations dans Financière Eagle (Alkan), Mériquet Stratégie et Développement, Financière IUSTITIA (CFDP Assurances), The Dubbing Bothers Company et HEA Expertise, a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au profit de l'IDI.

Pour ce qui est du portefeuille private equity pays émergents, le groupe a continué à recevoir des retours sur investissements.

Il n'y a pas eu de cessions significatives d'actifs au cours du semestre tant pour le private equity Europe que pour le private equity pays émergents.

3.3. Provisions pour risques et charges

	Total	Indemnités de fin de carrière	Actions gratuites aux salariés	Post-cessions	Différends et litiges
Clôture au 31 décembre 2018	4 622	248	0	539	3 835
Dotations de la période					
Autres reclassements (TUP ADFI5)	1 093			1 093	
Reprises pour utilisation					
Reprises pour non utilisation					
Clôture au 30 juin 2019	5 715	248	0	1 632	3 835

Aucun nouveau litige n'est survenu au cours du semestre et les provisions antérieures ont été réajustées ou maintenues.

3.4 Les autres créances

	30/06/2019	31/12/2018
Garanties, cautions, séquestre	4 879	4 787
Créances non courantes	4 879	4 787
Actif d'impôt exigible	0	45
Comptes courants d'intégration fiscale	544	1 511
Dividende à recevoir	1 396	2 526
Autre	2 286	1 599
Créances courantes	4 226	5 681

3.5. Les dettes

L'IDI n'a pas de dette financière (bancaire) au 30 juin 2019

Le Groupe dispose d'une première ligne de crédit (non utilisée) de 15 millions d'euros utilisable, remboursable à tout moment, et renouvelable sans limitation de durée.

L'IDI dispose, depuis mai 2016, d'une seconde ligne de crédit de 30 millions d'euros, soumise à des covenants, non utilisée au 30 juin 2019 comme au 31 décembre 2018. Les conditions de cet emprunt sont en cours de renégociation.

Les autres dettes financières sont des avances de sociétés affiliées et la dette liée aux contrats de location (IFRS16).

Les autres dettes non financières sont essentiellement composées de titres non appelés et du dividende à verser au titre de 2018, décidé par l'assemblée du 26 juin 2019.

	30/06/2019	31/12/2018
Dettes non courantes sur immobilisations	954	1037
Dette financière non courante (contrats de location – IFRS 16)	2 144	0
Comptes courants	91 729	180 175
Impôts différés	2 990	1 825
Autres passifs non courants	97 817	183 037
Dettes d'exploitation	7 122	5 313
Dettes courantes sur immobilisations	408	444
Dividendes à verser	13 721	0
Comptes courants	45 045	45 045
Impôts différés	0	0
Autres (dont contrats de location : 440)	2 372	745
Autres passifs courants	68 668	51 547

Note 4 : INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Résultat sur opérations en capital

Le résultat des activités d'investissement du Groupe est présenté ci-dessous selon les différentes classes d'actifs.

	Total	PE Europe	PE Emergents	Actifs liquides	Autres
Variations de juste valeur	22 148	12 856	-268	9 438	122
Plus-values	357	357			0
Dividendes	505			502	3
Intérêts	79	2	31	46	0
Résultat des activités d'investissement	23 089	13 215	-237	9 986	125

4.2 Impôts

Au 30 juin 2019, la charge d'impôt du groupe est de 1,16 million provenant principalement des impôts différés.

Note 5 : AUTRES INFORMATIONS

5.1 Risques de liquidité

A fin juin 2019, à l'identique du 31 décembre 2018, la société n'a pas de risque de liquidité.

5.2 Risques de marché

Risque de change

Le Groupe est directement exposé au risque de change lorsqu'il réalise des investissements en devises (principalement USD) et/ou des achats et ventes à terme de devises. L'exposition nette directe aux devises est ajustée périodiquement en fonction de l'évolution et de la variation de la valeur des investissements concernés.

Le Groupe est également indirectement exposé au risque de change à travers ses investissements dans la société Idi Emerging Markets ou dans des fonds de placements dont une part des actifs sous-jacents sont libellés en monnaie locale (RMB, BRL, INR, etc.).

Risque de taux

Les placements en SICAV de trésorerie sont indexés sur le taux du marché monétaire et ne supportent donc pas de risque en capital (SICAV détenant exclusivement des obligations d'États européens ou SICAV monétaires court terme, gérées par de grands établissements bancaires).

Les prêts et instruments de dette du portefeuille d'investissement sont exigibles entre 1 et 5 ans. Il s'agit essentiellement de prêts à taux variables également peu exposés au risque de taux.

Risque de prix

Le Groupe IDI détient des titres cotés qui proviennent :

- Soit de son activité de capital investissement : participations dans des sociétés non cotées dont les titres ont été introduits en bourse ou dans des sociétés déjà cotées ;
- Soit dans son activité de placements financiers : acquisition d'actions cotées et de parts de fonds détenteurs d'actions cotées, ainsi qu'investissement dans des fonds de gestion alternative.

Le Groupe IDI est donc susceptible d'être affecté par une éventuelle évolution négative des cours de Bourse des valeurs cotées qu'elle détient dans son portefeuille, et ce, à un double titre :

- par la baisse de son actif net à un moment donné ;

- par l'impact que cette baisse aura sur les plus-values ou moins-values réalisées lors des cessions en Bourse de ces valeurs par la Société.

Une variation de 10 % des cours de Bourse pourrait avoir un impact de 11,7 millions d'euros.

Une variation de 10 % des critères de valorisation des titres non cotés pourrait de son côté avoir un impact de 45,5 millions d'euros (en ne tenant pas compte des montants souscrits non libérés).

Risque de crédit

L'IDI est principalement exposé au risque de crédit à travers les prêts octroyés à ses participations et au travers de certains placements financiers liquides (fonds monétaires et obligataires).

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont déposés dans des établissements bancaires notés au minimum A+ ou placés sur des supports monétaires sans risque en capital.

5.3 Filiales non consolidées

Sociétés contrôlées non consolidées	Pays	Pourcentage d'intérêt au 30/06/2019	Pourcentage d'intérêt au 31/12/2018
ADFI 5	France	<i>TUP avec l'IDI</i>	100,0
FIDINAV	Malte	50,7	50,7
FINANCIERE BAGATELLE (ex:ADFI3)	France	100,0	100,0
FINANCIERE EAGLE	France	40,8	<i>logée chez ADFI5</i>
FINANCIERE IUSTITIA	France	32,6	<i>logée chez ADFI5</i>
HEA EXPERTISE	France	39,8	<i>logée chez ADFI5</i>
IDI EMERGING MARKETS (compartiment I)	Luxembourg	46,3	46,3
IDI EMERGING MARKETS (compartiment II)	Luxembourg	35,1	35,1
IDI EM SAPPHIRE	Luxembourg	28,6	28,6
LABEL HABITAT	France	22,4	0,0
MERIGUET STRATEGIE ET DEVELOPPEMENT	France	21,8	<i>logée chez ADFI5</i>
ORCA DEVELOPPEMENT (Pennel et Flipo)	France	60,0	63,4
THE DUBBING BROTERS COMPANY	France	36,3	<i>logée chez ADFI5</i>
WINNCARE	France	90,5	92,6

L'IDI n'a pas apporté ni ne s'est engagé à apporter un soutien financier ou autre à l'une de ses filiales non consolidées.

Note 6 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DU 30 JUIN 2019

Depuis le 1^{er} juillet 2019 Le Groupe IDI, a investi en fonds propres dans Freeland Group et Invisia, leaders des services aux indépendants pour en devenir son actionnaire majoritaire.

III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2019

Aux actionnaires de la société IDI,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société, relatifs à la période du 1 janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de la gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.1 Evolution du référentiel comptable » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose les impacts liés à la première application de la norme IFRS 16 - Contrats de location, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Paris, le 18 septembre 2019
Les commissaires aux comptes

BCRH & Associés
Paul GAUTEUR

Deloitte & Associés
Alain GUINOT